Vendredi

28 juin 1996 n° 290 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

"Forfanterie"?

Le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter (plus de 160.000 en un an), les plans sociaux se succèdent les uns les autres avec leur cortège de licenciements (plus de 5.000 à la direction des constructions navales, plus de 2.000 à Moulinex), le SMIC augmente d'à peine 8 francs de plus que l'inflation tandis que la consommation fléchit, les déficits publics se creusent malgré le record historique atteint par les prélèvements obligatoires, un tel bilan devrait conduire tout gouvernement responsable au repentir ou à tout le moins à la modestie. Mais Alain Juppé préfère rester «droit dans ses bottes». Indifférent aux angoisses de ses propres amis, il entend même persévérer. Ainsi a t-il assuré mardi soir devant des députés RPR dépités et inquiets de leur sort électoral «n'avoir aucun doute sur la politique menée» et vouloir «tenir le cap pour amplifier l'action engagée». On peut craindre le pire ! Et si l'opposition se permet de contester ses choix et souligner ses échecs, de relever ses manquements répétés à la vérité, le Premier ministre dénonce, avec la mauvaise foi d'un président du RPR, une gauche qui, comme au temps du gaullisme triomphant, n'aurait le droit ni à la critique ni même à penser aux prochaines élections. Il y aurait même quelque «forfanterie», nous dit Alain Juppé, à songer à une possible cohabitation en 1998. Comme si le pouvoir de nouveau leur appartenait, comme si, non contents de disposer de tous les leviers de commande, il leur fallait en plus caricaturer l'opposition, comme si leur gestion impécunieuse et injuste les autorisait à l'autosatisfaction, comme si la comparaison était en leur faveur ! La droite échoue et devient belliqueuse. La gauche s'oppose et propose. Les Français trancheront en 1998. Préparons ce rendez-vous, notre convention sur la démocratie nous y aide.

François Hollande
Porte-parole du PS



JUPPÉ "TIENT LE CAP" : LE PIRE EST DEVANT NOUS

RÉNOVATION : Alain Claeys, secrétaire national du PS, chargé de la trésorerie et de l'organisation, nous parle réformes. p.3

IMPOSITION : 3 questions à Alain Richard, sénateur socialiste des Yvelines, sur la politique fiscale du gouvernement. p.4

FÉMINISATION : Les femmes s'unissent autour du Manifeste pour la parité en politique. Point de vue d'Yvette Roudy. p.7

ÉLECTION : Un piteux choix annoncé pour les électeurs russes au second tour de la présidentielle. p.8 et 9

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

BERTRAND DELANOË :

"Paris ressemble à une zone de non-droit"



L'affaire des HLM de Paris a de nouveau dominé l'actualité de ces dernières semaines, avec les révélations de l'ex-numéro 2 de l'Office HLM de la ville de Paris (OPAC), François Ciolina : celui-ci met directement en cause l'actuel maire de la capitale, Jean Tibéri, l'accusant d'avoir fait effectuer dans un appartement de l'OPAC, occupé par son fils Dominique, des travaux s'élevant à plus de 1,5 million de F ! Où le Garde des Sceaux donne une définition très personnelle de sa conception de l'«indépendance de la Justice»...

Les 60.000 familles prioritaires en attente d'un logement social à Paris ont appris avec stupeur que le fils de l'actuel maire de Paris -par ailleurs propriétaire d'un appartement dans la capitale- avait pu bénéficier de tels avantages, pris entièrement en charge par l'OPAC. Affaire suffisamment grave pour que le juge Halphen, en charge du dossier, demande au Parquet de Créteil la possibilité de poursuivre ses investigations. La réponse tombera quelques jours plus tard : refus. Le dossier sera transmis au Parquet de Paris, «territorialement compétent» et surtout jugé plus... conciliant par le pouvoir.

Les Parisiens sont malheureusement habitués à ces manœuvres procédurières visant à protéger certains acteurs éminents de la municipalité. Interrogeant le Garde des Sceaux lors d'une séance au Sénat, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, stigmatisait une telle attitude, estimant que peu à peu «s'est installé dans l'opinion, le sentiment que Paris devient une zone de non-droit, où certains élus pourraient échapper au cours normal de la justice».

Les précédents ne manquent pas : l'affaire de l'appartement Juppé, celle du pavillon de Jacques Chirac rue du Bac, l'affaire Tibéri et le dossier des permanents du RPR corrézien rémunérés par la ville de Paris ont d'ores et déjà donné lieu à des classements sans suite...

Récemment, les élus socialistes parisiens et apparentés ont d'ailleurs diffusé un «livre noir» recensant les zones d'ombre de la gestion municipale depuis 1993. Document accablant où s'agrègent pratiques contestables et avertissements émanant d'autorités financières (la Chambre régionale des comptes notamment), ce qui illustre l'existence d'un véritable «système». Dès décembre 1994, Bertrand Delanoë avait pourtant proposé au maire de Paris la réalisation d'un audit portant sur l'ensemble des marchés passés par l'OPAC depuis dix ans : la municipalité n'avait pas souhaité se doter d'un tel instrument au service de la transparence...

Intervenant lors de la séance du Conseil de Paris du 24 juin dernier, Bertrand Delanoë a enfoncé le clou : «dans une ville comme Paris, la gestion de nombreux services municipaux n'est pas assurée directement par la municipalité, mais confiée à des structures satellites : SEM, syndicats intercommunaux ou interdépartementaux, et sociétés privées ayant reçu délégation de service public. Le contrôle des élus est donc biaisé dans les faits. Une telle configuration porte en germe, depuis l'origine, le risque de voir s'instaurer des pratiques singulières ; à force de contourner la loi, elles tendent peu à peu à se substituer à la loi».

Le ton offusqué de certains orateurs de la majorité municipale, criant au complot politique et affirmant leur soutien sans faille au maire de Paris, n'y changeront rien : l'exigence de transparence grandit chez les Parisiens.

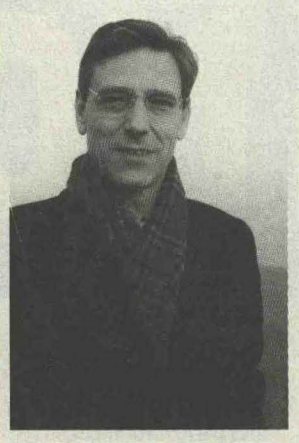
L'application rigoureuse et systématique du droit constitue bien un enjeu décisif dans la capitale de la France...

Éric Nadin

Lionel Jospin à TF1 le 24 juin
"LE PEN A PERDU UNE BONNE OCCASION DE SE TAIRE"

«Cela agace peut-être monsieur Le Pen de voir une superbe équipe de France exprimer dans ses rangs la diversité même de ce que peut être la France. Mais s'il est nul en foot, il est aussi nul en histoire et en géographie ; la Guyane, les Antilles, la Nouvelle-Calédonie, jusqu'à maintenant cela fait partie de la France, entendu au sens large.
Le père de Djorkaeff était déjà capitaine d'une précédente équipe de France. Pendant qu'il (M. Le Pen) y est, il pourrait aussi éliminer de notre passé Kopa d'origine polonaise, Platini d'origine italienne ou Fernandez d'origine espagnole.
Monsieur Le Pen a perdu une bonne occasion de se taire mais ce n'est pas nouveau».

Gilbert Estève nous a quittés



"C'est avec émotion et beaucoup de tristesse que j'ai pris connaissance de votre message m'annonçant le décès de votre époux, notre camarade Gilbert.

Gilbert Estève a consacré sa vie à la défense de nos valeurs ; son souvenir ne s'éteindra pas avec l'absence.

Dans ces moments de peine, au nom de la direction du Parti socialiste et en mon nom personnel, je tiens à vous adresser, ainsi qu'à votre famille, mes très sincères condoléances."

Lionel Jospin
(Télégramme de condoléances à Mme Estève)

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet • RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) • ÉCONOMIE : Monique Grima (78.70) • PHOTOS : Pascal Lebrun • MAQUETTE : Christine Lovinger • Pascale Lecomte (78.92) • EDITION : Eric Malerbes • RÉDACTEUR : Victor Robert • PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) • J.J. Gastebois (78.09) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michelle Boucher (79-04) • ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) • PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris • IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux • N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000. Ce numéro a été tiré à 113 000 exemplaires.

RÉORGANISATION DU PS

La rénovation en marche

Interview d'Alain Claeys, Secrétaire national chargé de la Trésorerie et de l'Organisation

Pour quelles raisons Lionel Jospin a-t-il décidé de proposer ces réformes à la direction du PS ?

Elles sont une nouvelle étape de la rénovation souhaitée par l'ensemble des militants. Elles répondent aux deux fonctions essentielles que doit assumer le Parti socialiste : c'est un parti qui aspire à gouverner, il doit être en mesure de faire des propositions. C'est un parti d'opposition, il a un rôle de protestation et d'indignation dans le cadre du mouvement social.

La rigueur financière engagée par Henri Emmanuelli et poursuivie par Lionel Jospin les a rendues possibles. Les résultats sont au rendez-vous. Grâce à notre effort collectif, nous dégageons pour l'année 95 un résultat positif d'exploitation.

Quelles sont ces réformes ?

Il s'agit tout d'abord d'une réorganisation politique du Secrétariat national : le rôle du Secrétaire national à la coordination et aux Elections, qu'assume Daniel Vaillant, est recentré sur des tâches d'animation politique. Celui du secrétaire national chargé de la Trésorerie, le mien, est élargi à la responsabilité de l'organisation.

Ensuite, nous avons voulu modifier le rythme de nos délibérations hebdomadaires. C'est ainsi que la réunion du Bureau national est avancée à 9 h le mercredi matin. Le point de presse du parti aura lieu à midi, le secrétariat national se réunissant à 16h30. Cette réforme vise à faire du BN le véritable acteur de nos délibérations collectives et à communiquer plus rapidement à nos fédérations les informations et les décisions qui en émanent. Elle facilitera le travail de la presse, l'expression du Parti socialiste devrait donc s'en trouver améliorée. J'ajoute que ces nouvelles dispositions amélioreront les conditions de réalisation de «Vendredi», que nous bouclons actuellement tard dans la nuit du mercredi. Des délais raccourcis permettront une arrivée plus rapide chez nos lecteurs.

La troisième réforme concerne l'organisation interne de notre siège central. A partir de la rentrée prochaine il sera structuré en trois grands secteurs :

- l'animation politique regroupant les secteurs : fédérations, élections, formation, entreprises...
- la politique nationale et internationale (affaires gouvernementales).
- les moyens (trésorerie, personnel, administration...).

La communication et la documentation formeront un secteur transversal à la disposition de l'ensemble des activités du parti.

En octobre prochain un secrétaire général administratif sera recruté, qui aura pour responsabilité de coordonner et d'animer certaines équipes de permanents du siège central. Il sera recruté par concours et n'aura aucun mandat électif dans le parti ou à l'extérieur.

La quatrième décision concerne notre siège. Un sujet cher au cœur des militants. Le Premier secrétaire, sensible à cet attachement pour le 10 rue de Solferino, a voulu créer les conditions pour que nous puissions le garder. Aussi la décision a été prise de transformer le crédit-relai souscrit auprès des banques (63 millions de F) en un crédit amortissable sur 10 ans.

Nous resterons donc propriétaire de nos locaux.

En outre, afin que notre siège soit plus convivial pour nos visiteurs et plus fonctionnel pour le travail de nos permanents, des travaux d'aménagement seront entrepris dès la fin de cette année.

Comment cette réorganisation du siège est-elle menée ?

Je suis, comme l'ensemble de la direction, soucieux qu'elle se fasse dans un esprit de concertation. Nous avons donc mis sur pied un groupe de travail regroupant les directeurs de départements et les représentants syndicaux.

«Vendredi» restera-t-il le support privilégié de la communication de notre parti ?

Il existe aujourd'hui deux supports : «Vendredi» pour les adhérents et les sympathisants, les fax que nous adressons aux fédérations. Nous souhaitons développer et affiner notre communication entre les fédérations et le siège central. Nous allons déterminer ensemble les meilleurs supports pour y parvenir.

Ces réformes seront-elles décentralisées ?

Bien sûr ces réformes importantes doivent aussi pouvoir se développer au sein de nos fédérations. En relation avec les Premiers secrétaires fédéraux, nous poursuivrons dans les mois qui viennent la réflexion sur les conditions de nouvelles décentralisations des moyens au profit des fédérations. Ceci bien entendu en fonction de nos capacités financières.

Ce que je souhaite c'est que ces réformes fassent de notre parti un outil efficace tourné vers l'action et apte à préparer dans les meilleures conditions l'échéance importante des élections législatives. Bien entendu, leur pleine réalisation ne peut se faire sans une concertation permanente entre la direction du parti, les fédérations et l'ensemble de nos permanents.

Sous quelle forme cette réflexion collective va-t-elle se dérouler ?

Dès à présent, à l'initiative du SN aux Fédérations, nous avons organisé au siège des rencontres hebdomadaires avec les fédérations ; la direction nationale descend dans nos régions et, cette semaine, nous avons réuni les permanents fédéraux dans le cadre d'un stage national de formation. Ce qui est une première. Nous devons poursuivre cet effort.

Propos recueillis par Monique Bartholomeus

RENCONTRE DES PERMANENTS FÉDÉRAUX LE 25 JUIN 1996



Cette réunion prévue depuis le début de l'année dans le plan formation à réuni 68 camarades représentant 54 fédérations.

C'est une habitude à prendre, car les permanents sont les pivots du travail politique, ils jouent un rôle majeur pour l'information et l'organisation. Une journée, c'est peu pour envisager l'ensemble des problèmes qui peuvent se poser. Aussi, nous nous sommes centrés sur l'essentiel. Nous avons mis l'accent sur les ressources que nous possédons (trop minces...) et sur celles qui sont à constituer (importantes...) pour que l'histoire de notre parti ne reste pas en jachère. Une culture et des traditions politiques ne sont jamais tracées une fois pour toutes. Les fédérations ont donc une responsabilité pour faire connaître notre histoire, à rassembler une documentation, recueillir des témoignages de la part d'anciens militants.

La part la plus importante du travail de la journée à porté, ensuite, d'une part, sur la connaissance du cadre juridique qui est le nôtre aujourd'hui pour l'action politique et les élections, d'autre part, sur la politique de communication des fédérations.

Enfin, Lionel Jospin est venu pour marquer nos perspectives politiques. Alain Claeys, Jean-Pierre Bel, secrétaire national aux Fédérations, Michelle Sabban, qui a en charge le Bureau national des adhésions, ont précisé les changements en cours dans notre organisation et détaillé les tâches de demain.

Cette journée appelle bien sûr d'autres moments pour des travaux plus précis.

Alain Bergounioux
Secrétaire national à la Formation



LA POLITIQUE FISCALE DU GOUVERNEMENT



Alain Richard
sénateur socialiste des Yvelines

Quels sont les points que vous contestez le plus dans le projet Juppé sur la fiscalité ?

D'abord c'est une tromperie. La même majorité est en place depuis mars 93 et s'est signalée par le désordre et l'improvisation de ses initiatives fiscales (il y a 3 mois encore, la fameuse réduction d'impôts pour ceux qui changent leur salle à manger). Aujourd'hui on nous raconte qu'à partir de janvier 97 un plan réfléchi et cohérent va se dérouler sur 5 ans. Personne ne le croira.

Ensuite c'est irresponsable. Réduire les recettes dès 97 alors que le déficit budgétaire est «limité», c'est prévoir -sans le dire- des coupes budgétaires encore accrues, qui ont toutes les chances de mutiler à nouveau des services essentiels et des actions de solidarité. On détruit des outils collectifs pour l'avantage immédiat de quelques-uns.

Car l'objectif est bien ciblé : réduire en priorité l'impôt sur le revenu, le seul qui pèse sur les hauts revenus. Je souligne qu'une famille «ordinaire» gagnant 11 ou 12.000 F par mois paie environ 6 fois plus en TVA, cotisations salariales, impôts locaux et autres taxes indirectes qu'en impôt sur le revenu. En prévoyant un allégement sur l'un de ces prélèvements on serait sûr d'en faire bénéficier tous les bas et moyens revenus, qui «tirent» la consommation. Mais ce gouvernement entend mieux les plaintes des plus hauts placés.

Tout de même, n'a t-on pas atteint un maximum d'impôts et taxes ?

Il est certain qu'avec les vagues de hausses, particulièrement injustes, de Balladur en 93-94 et de Juppé en 95-96, s'établit un sentiment de saturation. Mais ne soyons pas démagogues : il n'y a pas de recette miracle pour réduire massivement les dépenses sans toucher à des services essentiels pour l'équilibre de la société. Ajoutons qu'un facteur puissant de charges collectives est l'allongement de la vie, que nous n'allons quand même pas regretter !

Donc nous travaillons dur à des propositions pour mieux dépenser et mieux contrôler l'argent public ; mais nous n'imiterons pas la méthode de Juppé promettant des baisses fiscales sur la base d'économies aveugles et préjudiciables à l'avenir collectif. Une modération des prélèvements ne peut que s'inscrire dans la durée, avec des limitations de dépenses réfléchies et concertées, et en gardant à l'État des moyens d'impulsion du progrès.

Votre approche est-elle plutôt de mieux répartir les impôts existants ?

C'est vrai, et pourquoi en rougir ? Une démocratie adulte a des ambitions sociales qui font appel à la contribution des citoyens ; prétendre le contraire c'est préparer la régression, vers des impasses à la Thatcher ou Reagan.

Nous ambitionnons donc d'établir davantage de justice dans l'ensemble des prélèvements, notamment les cotisations sociales et la fiscalité locale, en faisant appel aux revenus du capital comme à ceux du travail. Toutefois, nous ne séparons pas l'objectif de justice de celui du soutien à l'emploi. Notre réflexion vise aussi à rééquilibrer les prélèvements, en particulier les cotisations d'employeur et la taxe professionnelle, en faveur des politiques tournées vers l'emploi.

On dira encore que le PS cherche ses idées. Mais, vu la place que doit avoir la réforme fiscale dans nos projets pour 98, je préfère que nous travaillions méthodiquement. La convention «Redistribution», à l'automne, nous conduira à fixer les principes, et le programme précis sera élaboré ensuite par les instances responsables. Mais en attendant, il me paraît logique que l'actualité se tourne vers les actions réelles de la droite, qui ne doivent pas échapper à la sanction pleinement méritée de l'opinion citoyenne.

Propos recueillis par E. N.

De toi à moi

■ Epinay-sur-Seine. Vends pavillon bon état, 90m2, jardin, 5 pièces + cuisine, coin repas, salle de bains, 2 wc, chauffage central gaz neuf. Prix 850.000 F à débattre.
Tél. : 48 05 95 38.

■ H. 25 ans, formation en lettres et sciences humaines, bonne expérience des écrits politiques, diplomatiques et institutionnels et des activités de représentation, étudie toute proposition d'élu ou de collectivité locale, même à titre bénévole.
Tél. : 19 49 651 312 79 (après 18h).

■ 06 - Roquefort-les-Pins (arrière pays niçois), loue maison, 6 pers, confort, grand terrain, calme, 20mn de la plage, golfs, commerces à proximité. 1ère quinzaine de juillet : 5000 F. 2e quinzaine d'août : 5000 F. Juin et septembre 2000 F la semaine.
Tél. : (16/1) 42 55 73 42 (Rép).

■ Danemark, loue confortables chalets sur la riviera danoise. Situation tranquille. A seulement 10h de Paris.
Tél : 53 40 92 00.

■ Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique bord de mer.
Tél : 53 40 92 01. VL. Carr 47500 Fumel.

■ 40 - Linxe, côte Landes, nature, océan et lac à proximité 10 mn. Vos vacances au calme, en famille. Mobilhomes dispon. 29/6 au 6/7 et 17/8 au 7/9. Camp. Munic***.
Tél. : 58 42 90 00. HB.

■ H. 26 ans, IEP et DESS. Aménagement. 3 ans d'exp. en coll. locales. Connaissances en aménagement du territoire et en urbanisme opérationnel. Recherche poste Paris-Région parisienne. Accepte également poste d'attaché parlementaire.
Tél. 47 57 67 79 en prov.
et (1) 43 67 44 76 à Paris.

■ F. 30 ans, secrétaire du maire, «placardée» suite chgt. municipalité, recherche emploi, dispo., motivée. Étudie toutes propositions Paris et Région parisienne sud.
Tél. : 69 28 26 42

■ H 46 ans, recherche poste de gardiennage/entretien à l'année dans résidence. Paris et région parisienne, bonnes références.
Tél le soir : 48 32 05 79.

■ Location estivale. Haute-Corse loue du 7 juillet au 30 septembre maison traditionnelle, 2 pièces, cuisine, salle de bains, terrasse, dans village de montagne. A 20 mn de la mer. 1800 F/semaine. Tél : 95 32 61 88 (HR)
95 31 17 37 (HR).

200 F l'annonce de 5 lignes
500 F les trois passages
28 signes par ligne

chèque à l'ordre de Vendredi
10, rue de Solferino
75333 CEDEX 07



LORRAINE

Pôle européen de développement



Depuis la crise de la sidérurgie, les gouvernements de gauche ont contribué à une bonne amorce de la reconversion.

La Lorraine tire son nom de l'ancienne Lotharingie, elle n'a cessé d'être durant un demi millénaire un territoire disputé. Elle reste une région de passage entre l'Europe du Nord et l'Europe dite méditerranéenne. Bien que la révolution ait achevé son intégration à la France (intégration commencée au décès de Stanislas Leczinski en 1766), il n'y a guère que cinquante ans qu'on ne se bat plus en Lorraine.

A la fin du 19e siècle la Lorraine connut d'importantes transformations qui bouleversèrent l'équilibre économique rural et forgèrent une tradition industrielle (sidérurgie, textile, mines).

Une industrie lourde rapidement constituée atteignit une importance mondiale. La concurrence de minerais et d'aciers étrangers a annihilé ce qui passait pour des richesses inépuisables.

La crise a multiplié les friches industrielles, développé le chômage et contraint les jeunes à l'exode. La Lorraine, qui avait été pour de nombreuses populations une terre d'accueil, voit sa population stagner voire régresser (Meuse).

La Lorraine bénéficie pourtant d'atouts : héritage historique et situation géographique (proximité de l'Allemagne et de la Belgique) ouvrent cette région sur l'Europe. La qualité de sa main d'œuvre est vivement recherchée par les investisseurs étrangers.

L'intégration dans l'espace européen

Notre région, quatrième collectivité industrielle française, bénéficie d'un important soutien de l'Union européenne dans le cadre de sa reconversion : actuellement 1,5 milliard de francs de la part des Fonds structurels européens (objectif 5 B et première phase de l'objectif 2). Si la Lorraine, pour retrouver une place prépondérante au sein de l'espace européen, s'appuie sur une situation géographique favorable, son renouveau s'exprime aussi par l'importance des investissements étrangers qui la placent en tête du palmarès national.

L'intégration de la Lorraine dans l'espace européen s'exprime aussi par l'importance des échanges extérieurs de la région qui se classe au 7e rang national assurant 4,5% des exportations. Elle se situe au troisième rang national pour les projets déposés auprès de l'agence nationale de valorisation et de recherche.

Depuis la crise de la sidérurgie, les gouvernements de gauche ont contribué à une bonne amorce de la reconversion. Un nouveau paysage économique et social se construit. La Lorraine, pour retrouver une place prépondérante dans l'Europe, doit confirmer son essor et l'État doit lui apporter un soutien sans faille dans le cadre d'un aménagement du territoire solidaire et concerté.

René Mangin
Président du groupe,
Conseil régional de Lorraine

Le pari des socialistes

Comme une bonne partie de la Lorraine, le bassin de Longwy a subi de plein fouet l'effet des restructurations de la sidérurgie. Au plus fort de sa splendeur, dans les années soixante, 23.000 sidérurgistes travaillaient sur ce secteur. Il en reste aujourd'hui tout juste 700. Ces deux chiffres se suffisent à eux-mêmes pour comprendre le traumatisme vécu par toute une population et les images, encore bien présentes dans les esprits mais pourtant bien révolues, d'un Longwy à feu et à sang. «Ça, c'est le passé, commentent les socialistes longoviciens, et tous nos efforts se concentrent aujourd'hui sur la réalisation de la première agglomération transfrontalière représentant 105.000 habitants».

Car il en aura fallu du courage aux socialistes pour imposer, contre vents et marées, la création du Pôle européen de développement (PED). Deux hommes, avec le seul soutien du Parti socialiste, œuvreront à l'émergence de ce projet : Jacques Cherèque, successivement préfet délégué aux reconversions industrielles puis ministre délégué à l'Aménagement du territoire, et Jean-Paul Durieux, ancien cadre de la sidérurgie et militant CFDT, aujourd'hui député-maire de Longwy.

L'originalité de ce projet : créer 8.000 emplois directs en 10 ans et requalifier, dans toutes ses dimensions, le tissu urbain dans un espace géographique comprenant également des communes belges et luxembourgeoises confrontées à la même problématique de redéveloppement.

Pari bien engagé avec le concours de la Commission européenne et de trois Etats concernés : près de 5.000 emplois créés (ou en voie de création) et le visage de l'agglomération en plein renouveau. De grands groupes internationaux s'y intéressent comme, en exemple, l'américain Allied Signal ou le coréen Daewoo. La renommée du PED n'est donc plus à faire.

Mais, comme à tout dispositif particulier, la contrainte de temps s'impose au PED. Les concours exceptionnels de la CEE et de l'Etat prendront fin en décembre 1998. Et, déjà, les socialistes réfléchissent au moyen de poursuivre cet élan initié dès 1986. Leur réponse : la création de la première agglomération européenne regroupant 24 communes dont 18 françaises, 3 belges et 3 luxembourgeoises. «L'Europe au millième» dira le président de la Commission européenne Jacques Delors.

La première pierre de cet édifice vient d'être posée avec la création d'une association transfrontalière des élus du PED présidée par le député-maire socialiste de Pétange (Luxembourg), Roger Klein.

Car les socialistes, actuellement première force politique de cet espace transfrontalier, entendent mettre tout leur poids dans la réussite de ce nouveau challenge. Ils réfléchissent ensemble au sein d'une coordination PS des 3 pays, que j'anime. En attendant la venue prochaine de Klaus Hansch, président du Parlement européen.

Longwy est une terre de courage et d'innovations.

Jean-Marc Fournel
secrétaire de la section de Longwy

François Mitterrand

d'Épinay à l'Élysée 1971-1981

Cher(e) camarade,

Comme tu le sais, notre Premier secrétaire, Lionel Jospin, m'a confié la responsabilité d'un groupe de travail chargé de préparer un ouvrage qui constituera l'hommage spécifique du Parti socialiste à François Mitterrand.

Ce travail est maintenant très avancé et l'ouvrage projeté, qui porte essentiellement sur la période où François Mitterrand a dirigé le Parti, c'est-à-dire d'Épinay à l'Élysée (1971-1981), se présentera sous la forme d'un livre-album de 128 pages contenant à la fois des photos et des documents dont une grande partie sont inédits. En outre, un C.D., inclus dans l'album, permettra de retrouver la voix de François Mitterrand avec des extraits de discours, de conversations et d'interventions diverses.

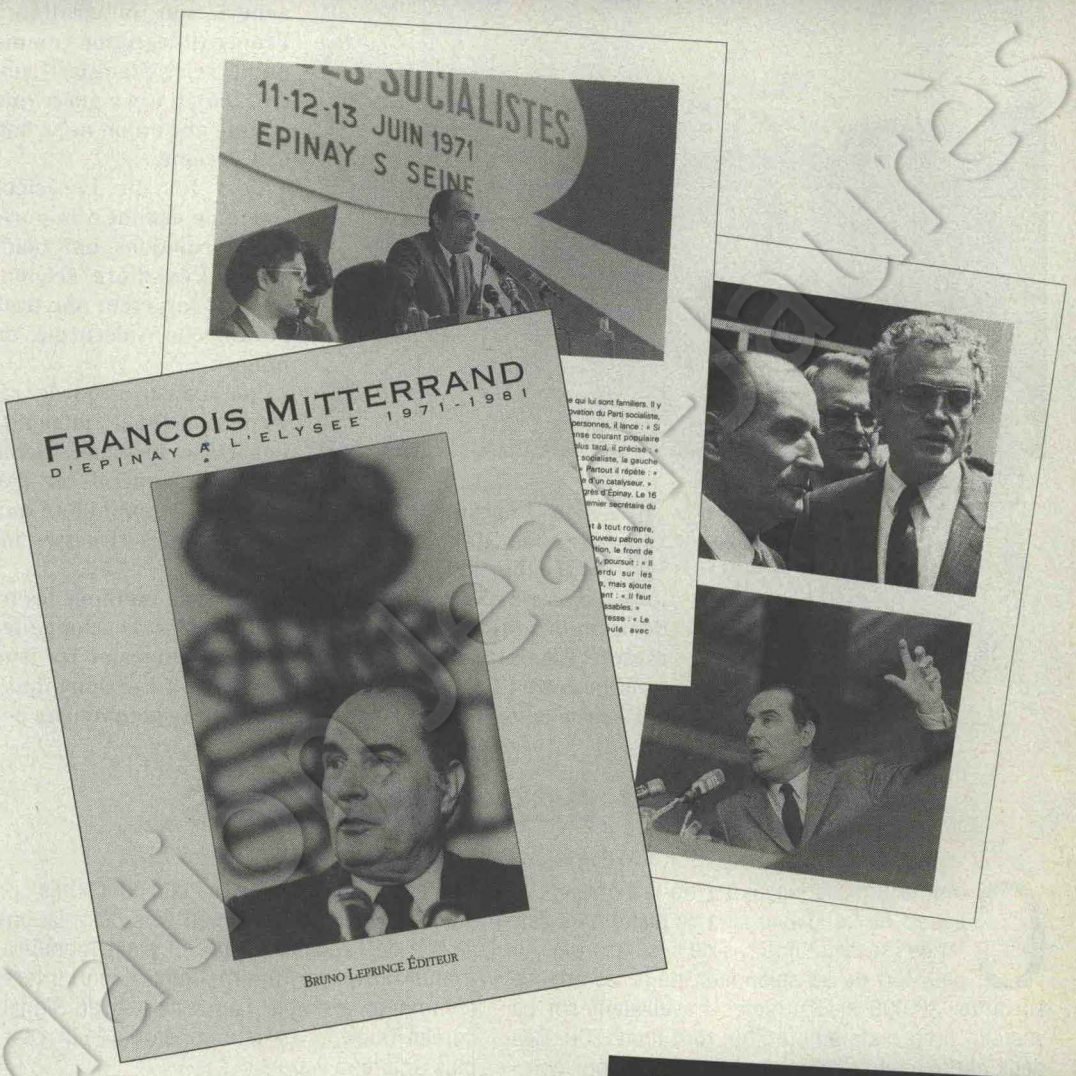
Cet ouvrage, très différent donc de ceux qui ont déjà été consacrés à l'ancien Président de la République, sera mis en vente au début d'octobre 1996 au prix de 148 francs. Mais d'ici là, il est offert en souscription au prix de 130 francs, envoi compris.

J'engage donc chacun de vous à souscrire dans les meilleurs délais afin d'être assuré de recevoir dès sa parution cet ouvrage que chaque socialiste aura à cœur de posséder et qui pourra constituer un cadeau apprécié pour les fêtes de fin d'année.

Pour souscrire dès maintenant, il vous suffit de remplir le bon de souscription ci-joint et de le retourner accompagné du chèque correspondant à l'ordre du Parti socialiste, en mentionnant sur votre envoi "à l'attention d'Annick Jacquet" qui est chargée de la gestion de l'opération.

En te remerciant à l'avance de ce que tu pourras faire pour répondre à notre initiative et pour la faire connaître autour de toi, je te prie de croire, cher(e) camarade, à mes amitiés socialistes.

Claude ESTIER



128 pages - Environ 150 photos et documents inédits
Format : 240 x 285 cm
Prix public : 148,00 F
Prix de souscription : 130,00 F
(jusqu'au 15 septembre 1996)
ISBN : 2-909634-11-6
SORTIE EN LIBRAIRIE LE 30 SEPTEMBRE 1996

EN CADEAU
Un CD avec des extraits de discours ou d'interventions de François Mitterrand

BON DE SOUSCRIPTION

A retourner sous enveloppe affranchie à :
Annick Jacquet, Parti Socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07

❑ MR. ❑ MME. ❑ MLLE. PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Souhaite souscrire pour ..... exemplaire(s) de l'ouvrage ***François Mitterrand***
au prix unitaire de 130,00 francs* franco de port.
Ci-joint mon règlement de la somme de ..... Francs à l'ordre de PARTI SOCIALISTE
par ❑ Chèque bancaire ❑ Chèque postal ❑ Mandat lettre ❑ Je désire recevoir une facture

DATE : SIGNATURE :

* Offre valable jusqu'au 15 septembre 1996

Fondation Jean Jaurès

50 ans, ça suffit

Vient un moment où lasse d'inciter, de débattre et de prêcher dans le désert, on finit par se rendre compte que seule une initiative provocante, forte, originale peut déranger suffisamment pour qu'enfin bougent les choses.

Tel est l'esprit de la démarche des 10 femmes anciennes ministres de gauche et de droite qui viennent de dépasser leurs clivages politiques traditionnels pour signer ensemble le «Manifeste pour la Parité en politique».

Est-il nécessaire d'indiquer que pour ce qui est de mon engagement, la goutte d'eau qui fit déborder le vase fut l'affaire Seligmann-Badinter, désormais inscrite dans l'histoire conflictuelle des femmes et du Parti socialiste, et qui vit, au moment des sénatoriales, une sénatrice sortante écartée de toute chance de retrouver son siège.

Le texte du Manifeste explique le cas français, constate l'exceptionnelle rigidité de notre vie politique figée dans le dogme républicain, l'indifférence condescendante sinon le mépris, voire l'hostilité déclarée des hommes politiques, l'étonnante passivité des femmes françaises apparemment résignées à jouer éternellement les auxiliaires dévouées et les candidates condamnées d'avance à l'échec.

Cinquante ans après un droit de vote tardivement conquis, les Françaises sont toujours au dernier rang des pays occidentaux en matière de représentation politique. A peine un peu plus de 5% alors que les Scandinaves ont quasiment atteint la parité.

Pour celles d'entre nous qui avons passé de longues années au sein des partis, qui avons réussi à conquérir de difficiles sièges, qui avons connu échecs et succès, qui aimons nous battre pour un idéal, le temps de la patience est terminé et ce n'est pas l'arrogant rappel du danger que les quotas feraient courir à l'intégrité républicaine (ou faut-il dire l'intégrisme ?) qui freinera notre détermination. La justice, la morale, la démocratie sont de notre côté et nous ne nous laisserons pas enliser dans le débat constitutionnaliste dont se délectent tels ou tels doctes donneurs de leçons qui ne connaissent rien, ni de la vie dans les partis, ni du travail de terrain de l'élu, ni des rigueurs de la vie tout court.

Il est temps de passer aux actes

Le quota est détestable, soit. Mais, comme le dit un jour André Boulloche qui fut dans ce domaine mon meilleur conseiller, la situation actuelle l'est encore davantage. Qu'on ne vienne pas nous dire que son usage casserait le mythe républicain et qu'il faudrait ensuite l'ouvrir à d'autres catégories tels les juifs, les noirs, les homosexuels, les handicapés, les Bretons, les Corses ou les Basques... Les femmes ne sont pas une catégorie, elles sont la moitié de l'humanité. Si, pour débloquer un état de fait inégalitaire, il faut utiliser les quotas, faisons-le ! Ce qui est bon pour la démocratie ne peut être mauvais pour la République.

Sans compter, me souffle un institutionnaliste, que l'accusation selon laquelle ce principe serait anticonstitutionnel gagnerait à être revue à l'aune de ce qui se passe pour les élections présidentielles : ne demande-t-on pas à chaque candidat aux présidentielles de fournir cinq cents signatures d'élus également répartis sur tout le territoire et représentant «au moins trente départements, sans que plus d'un dixième d'entre eux ne puissent être les élus d'un même département». Ce n'est pas un quota géographique, ça ? Et si le quota géographique existe, pourquoi pas des quotas pour les femmes, dès lors que tout le reste a échoué.

> **« Les femmes ne sont pas une catégorie, elles sont la moitié de l'humanité. La parité est réalisable dans la décennie, si nous le voulons. »**

Le Parti socialiste s'engage là-dessus, me semble-t-il, à travers son projet. Ce n'est pas la première fois. Aujourd'hui, il propose qu'un principe de valeur constitutionnelle consacrant la parité hommes-femmes soit inscrit dans notre Constitution. Nous savons bien qu'un principe n'est rien sans mesures d'application. Aussi, il propose également, comme nous lui en avons fait la suggestion, que le financement des partis politiques soit abondé en fonction du nombre de ses élues. Lionel Jospin et Jacques Chirac, candidats à l'élection présidentielle, en avaient adopté le principe lors de la campagne de 1995. Il est temps de passer aux actes. Ne s'agit-il pas d'argent public ? Les femmes, qui représentent 45% des salariés et paient leurs impôts, participent largement à l'octroi de ces aides.

1998 est tout proche. C'est dès maintenant que les choses se jouent. Dès maintenant qu'il faut s'y préparer. D'autant que les Français, hommes et femmes, souhaitent la parité en politique. Les régionales à la proportionnelle s'y prêtent tout de suite, sans attendre une modification des lois. Faisons-le. Les élections législatives, au scrutin majoritaire, présentent plus de complexité, mais rien n'est impossible. Tout est question de volonté. La parité est réalisable dans la décennie, si nous le voulons.

Proposer 30% de femmes candidates n'a cependant pas de sens si les sièges ne sont pas jouables. Et j'ai le souvenir cuisant des dernières régionales où le PS, après avoir insisté pour que les femmes se présentent à la candidature, les fit au dernier moment redescendre à des places inéligibles. Il perdit ainsi la confiance de bon nombre de militantes qui se sont, depuis, repliées dans les associations.

Le PS doit aujourd'hui retrouver le chemin de la modernité et du progrès. Allez les femmes ! Le temps de l'audace est venu. La démocratie a besoin de vous.

Yvette Roudy
ancienne ministre, maire de Lisieux

290

Pour préparer l'avenir rejoignez le Parti socialiste



Nom et prénom : ..... Adresse : .....

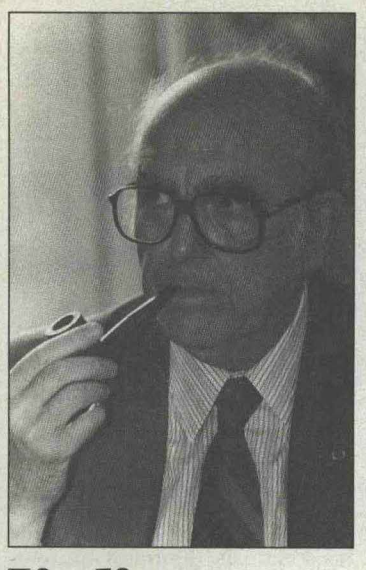
..... Code postal : .....

❒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes ❒ je désire adhérer au Parti socialiste

❒ Je verse ..... francs pour soutenir l'action du PS*

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

(*chèque à l'ordre de AFPS)



L'adieu à un grand socialiste

De la grande figure
d'Andréas Papandréou,
les socialistes veulent retenir
avant tout l'image de l'homme
qui a longuement lutté
contre la dictature,
dont l'action a été décisive
pour consolider la démocratie,
et par là, faciliter
l'intégration à l'Europe
d'une Grèce apaisée.
Dans un pays encore marqué
par les terribles souvenirs
de la guerre civile,
la victoire de son parti,
le PASOK, a contribué
à imposer l'alternance
politique et la légitimité
des forces progressistes
dans la vie politique.
Par la démocratisation,
le retour des exilés, le souci
des moins favorisés,
l'attention portée
aux intellectuels, il a réconcilié
la nation grecque
avec elle-même.
Patriote intransigeant,
et homme d'État pragmatique,
il aura été l'acteur-clé
de la modernisation
de son pays. Les socialistes
retiendront aussi
qu'il fut toujours leur ami,
et adressent à sa famille
et à ses proches
leur sympathie attristée.
Au Pasok, à qui revient
de poursuivre la tâche
de son fondateur,
ils adressent l'assurance
de leur fraternelle solidarité.

Communiqué du Parti socialiste - 23 juin

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN RUSSIE

Un piteux choix

L'enjeu de l'élection présidentielle russe est de taille, faut-il rappeler que la Fédération de Russie est, depuis l'adoption de la Constitution de 1993, un régime «présidentialiste» ? En allant massivement voter au premier tour, le 16 juin, (taux de participation de 69.1%, le plus élevé depuis 1991), les Russes ont non seulement montré qu'ils avaient compris les enjeux de cette élection, mais aussi que les habitudes démocratiques commençaient à s'ancrer en Russie.

Les résultats du premier tour :

- Eltsine arrive en tête avec 35.02% des suffrages. Si celui-ci s'estime déçu, il s'agit de relativiser au vu de sa position il n'y a encore que quelques semaines.
- Ziouganov, avec 31.95% des voix, augmente son score de décembre 1995 de 10 points.
- La troisième place de Lebed, avec 14.71% des suffrages, n'est qu'une mini-surprise. A la suite de l'échec du KRO (Congrès des peuples russes sous lequel Lebed avait fait campagne aux législatives), on avait annoncé prématurément sa mort politique. Lebed est donc de «retour» et réalise son meilleur score en Extrême-Orient, fief traditionnel de Jirinovski, qui, lui, confirme sa baisse constante depuis 1993 en ne recueillant que 5.84% des voix.
- Le démocrate Iavlinski améliore légèrement son score des législatives de 1995 (6.89% des voix) avec 7.41% des suffrages.

Résultats après dépouillement de 99% des suffrages.

Quelles conclusions doit-on tirer de ce premier tour, sur l'état de la démocratie en Russie ?

Certains se félicitent déjà de constater que Eltsine, Lebed et Iavlinski totalisent ensemble 57% des suffrages et concluent hâtivement à la victoire de la démocratie. Il faut être prudent : si Eltsine a le mérite d'avoir toujours soutenu les réformes économiques, sa conception de la démocratie reste particulière (Tchétchénie). Quant à Lebed, attendons pour juger, mais au regard de ses déclarations et de ses modèles avoués (Pinochet !), il s'agira d'être vigilant.

Seul Iavlinski, avec un peu moins de 8% des suffrages, représente véritablement le camp de la démocratie. 8% c'est peu mais cela reflète bien le désarroi de l'électorat russe.

Et pourtant, cela n'empêche pas les chancelleries occidentales de se féliciter des résultats de ce premier tour et de soutenir Eltsine. La Russie reste donc un pays considéré à part par les Occidentaux, qui refusent de lui appliquer les normes universelles de la démocratie.

La question de la fraude électorale

Hormis la Tchétchénie, où il y eu cas flagrant de fraude, les nombreux observateurs étrangers n'ont pas révélé d'importantes infractions au scrutin.

Mais cela ne veut strictement rien dire. En effet, les observateurs n'ont pas accès au bureau central de la commission électorale, là où les résultats sont regroupés et annoncés. Bref, c'est à ce niveau que peuvent avoir lieu diverses pratiques frauduleuses. Peut-être serait-il temps que les organisations internationales fassent pression sur la Russie pour demander plus de transparence !

Quel second tour ?

La question du report des voix est centrale et les tractations ont été rapides. On a assisté à un rapprochement éclair entre Eltsine et Lebed, ce dernier ayant été nommé à la fois secrétaire du Conseil de sécurité et assistant pour le président de la sécurité nationale.

Lebed se retrouve donc à la tête de deux postes «bureaucratiques» où, pour asseoir son pouvoir, il va devoir faire le «ménage» c'est-à-dire écarter, avant le 3 juillet, les influences adverses qui gravitent autour de Eltsine.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la démission de Gratchev -ministre de la Défense- et les révocations de Soskovets -vice-Premier ministre-, de Korjakov -chef du service de sécurité présidentiel- et de Barsoukov -chef du FSB, ex-KGB.

Ces actions risquent d'avoir une répercussion sur l'opinion et sur le second tour. En effet, Gratchev tout comme Korjakov sont particulièrement impopulaires : le premier est associé à la guerre en Tchétchénie et le second comparé à Raspoutine !

qui s'annonce



Néanmoins, comme le fait remarquer Marie Mendras (1) : «les tractations au sommet n'auront pas nécessairement un effet déterminant sur l'électorat». Tout d'abord parce que, s'il est clair que les électorats de Lebed, Iavlinski et Jirinovski sont tous farouchement anti-communistes, ils sont également anti-eltsiniens. Mais aussi parce que le système électoral russe présente la particularité d'offrir au second tour trois choix et non deux : les électeurs pourront en effet voter «contre tous».

Ziouganov paraît avoir été totalement pris de vitesse par les manœuvres électorales de Eltsine, qui aujourd'hui se présente comme le grand favori. Mais si le fait d'avoir fait rentrer Lebed dans son équipe représente un atout majeur, il faut être prudent sur la nature des reports de voix.

Quoi qu'il en soit, l'avenir démocratique de la Russie ne se sera pas particulièrement éclairci avec ses élections. D'un côté, un médiocre apparatchik de l'ex-PCUS et, de l'autre, une alliance de deux volontés autoritaires : piteux choix pour les Russes.

Boris Brück

(1) Entretien dans Le Monde, 19 juin 1996.

Au secours des démocrates albanais

Le Parti des Socialistes européens avait, ces derniers mois, constaté une nette détérioration du climat politique en Albanie : notamment, loi dite «anti-génocide» qui empêchait de nombreuses personnes d'être candidates aux élections, arrestations arbitraires, atteintes à la liberté de la presse, condamnations à mort prononcées au mépris des engagements officiels du gouvernement albanais d'abolir la peine de mort.

A l'issue des élections du 26 mai, qui ont constitué une escalade qualitative de cette tendance, le Parti des socialistes européens avait demandé : «à toutes les forces politiques d'Albanie la tenue de nouvelles élections générales libres et justes sous contrôle international rigoureux ; aux gouvernements européens de préciser clairement que le développement futur des relations entre l'UE et l'Albanie est tributaire du total respect des droits démocratiques fondamentaux et des droits de l'homme».

Le second terme de cette requête a été entendu : le Conseil de l'Europe vient de voter une résolution avertissant que «Des élections libres et équitables (...) sont une condition essentielle de l'appartenance au Conseil de l'Europe et a fortiori de la participation à son Assemblée parlementaire».

Sortir la France de l'Impasse

par Jean-Louis Levet

"L'auteur propose une version de gauche de "l'autre politique"

Jacques Barraux
L'Expansion

Nous avons appris la résignation. Il nous faut maintenant savoir ne plus subir. Conquérir la liberté de nos choix, redonner au citoyen prise sur l'avenir. C'est cela, faire de la politique. La France est dans l'impasse. Pourquoi ? Comment en sortir ?

***Jean-Louis Levet**, Docteur d'État ès Sciences Économiques, auteur de divers essais économiques, assure actuellement la direction du Service du Développement Technologique et Industriel au Commissariat Général du Plan. Professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille.*

BON DE COMMANDE

Nom :.....
Prénom : .....
Adresse :.....
.....

• Je désire recevoir le livre de Jean-Louis Levet, Sortir la France de l'Impasse (prix public : 98 F
• Je joins à ce bon de commande un chèque de 98 F plus 20 F pour participation aux frais d'envoi, à l'ordre des Editions Economica.

Editions Economica

49 rue Héricart 75015 Paris
Téléphone : (16.1) 45 79 93 56
Télécopie : 45 75 05 67

AGENDA DU PARTI

Vendredi 28, samedi 29 juin :
- IS : Comité Asie, à Tokyo, avec Etienne Huchet.

Samedi 29 et dimanche 30 juin :
- Convention nationale.

Dimanche 30 juin :
- Fin de la session unique à l'Assemblée nationale.

Lundi 1er juillet :
- Harlem Désir et Jean-Marc Salmon réunissent la Commission "Exclusion" sur le thème : "Immigration et Mouvements de luttes : Quels objectifs ? Quelles stratégies ? "
- Réunion des délégués nommés auprès d'Adeline Hazan.

Mardi 2 juillet :
- Adeline HAZAN réunit la Commission Justice.
- Réunion des délégués nationaux, du Bureau de la CNE, des secrétaires des GSE nationaux, des responsables des groupes de travail Entreprises.

Mercredi 3 juillet :
- Ahmed Ghayet réunit la Commission "Jeunes issus de l'immigration".
- Réunion de la Commission Sida
- Réunion du Groupe d'experts Energie avec André Billardon.

Jeudi 4 juillet :
- Réunion de la commission "Services publics à caractère industriel et commercial" du Groupe des experts.
- Réunion de la Commission Europe.
- Réunion du groupe Santé.

Vendredi 5 juillet :
- Laurence Dumont assistera à Londres à la réunion du Comité de l'Internationale socialiste sur les Droits de l'Homme (SICOHR).

Samedi 6 juillet :
- Comité Economie, Développement et Environnement, à Lisbonne.
- Réunion de la Commission "Le réformisme européen" du Groupe des experts.

Dimanche 7 juillet :
- Sénatoriale : 1er tour d'élection partielle dans la Manche.

Construction navale : un plan inacceptable

Le Parti socialiste exprime sa totale opposition au soi-disant "plan de rénovation" de la Direction des Constructions navales (DCN).

Fondé sur une simple logique comptable, ce plan aboutit à une réduction de plus du quart des effectifs des arsenaux, à un affaiblissement dramatique de l'industrie française de la construction navale et à un éclatement dangereux de la DCN qui peut conduire -à terme- à sa privatisation.

Les conséquences humaines sont également considérables puisque 5.270 personnes sont concernées par le plan. Et il est difficile d'imaginer, au regard des contraintes qui pèsent sur le budget de fonctionnement de la Défense, que de nombreux reclassements dans le service des armées seront possibles à bref délai. Il est donc à craindre plusieurs centaines de licenciements.

Enfin, les annonces faites par le ministre vont créer, si elles sont confirmées, un traumatisme très important pour toutes les villes touchées (Brest, Cherbourg, Lorient, Indret, Ruelle...).

Ce plan est donc inacceptable à un triple point de vue : industriel, humain et territorial. Il compromet en outre l'avenir d'un secteur fondamental de notre outil de défense. Le gouvernement doit donc le retirer.

Que le Premier ministre prenne ses responsabilités !

Le 18 mars, 430 personnes d'origine africaine, sans papiers, occupent l'Eglise Saint-Ambroise, dans le 11e arrondissement à Paris, pour demander la régularisation de leur situation. Elles sont expulsées par la police. Près de 300 d'entre elles vont alors se réfugier au gymnase Japy avant d'être officiellement transférées dans un hangar de la SNCF rue Pajol, dans le 18e arrondissement. Au mépris de toutes les règles, le député-maire du 18e n'est ni consulté ni même averti de ce transfert en un lieu jugé insalubre.

Cette affaire illustre de façon dramatique la manière dont le gouvernement traite les questions liées à l'immigration et confirme le caractère intolérable des situations engendrées par les lois Pasqua. L'abandon du principe du droit du sol, l'extrême durcissement des règles du regroupement familial ont fait basculer dans la clandestinité ces familles qui auraient eu vocation à un titre de séjour. Ces hommes et ces femmes qui, pour la plupart, vivent et travaillent en France depuis de nombreuses années et ont des enfants nés en France sont, notamment de par l'application des lois Pasqua, en situation administrative irrégulière et dès lors aux prises avec d'innombrables difficultés personnelles et familiales, parfois humainement dramatiques.

Le collège des médiateurs comme le député-maire du 18e ont interpellé le Premier ministre afin que le maximum soit fait pour régler de façon apaisante la situation des familles concernées. De promesses en promesses, on aboutit aujourd'hui à l'annonce de 48 régularisations seulement, alors que les médiateurs estimaient à 205 les cas régularisables -notamment par l'assouplissement des règles du regroupement familial.

Le Parti socialiste demande que la situation de toutes les personnes concernées, à Paris comme à Lille ou ailleurs, soit examinée au cas par cas en vue d'une régularisation et exige que, jusqu'à l'obtention d'une telle décision, toutes les mesures humanitaires d'urgence soient prises afin d'améliorer leurs conditions de vie.

FETE DE LA ROSE
SOUSTONS
Pointe des Vergnes
SAMEDI 6 JUILLET 1996
MEETING AVEC LAURENT FABIUS
Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

NATIONAL - 26 JUIN 1996

Des résultats catastrophiques pour la France

Les conséquences de la politique incohérente, injuste et inefficace, menée depuis un an par le gouvernement, sont là :

- Une consommation qui chute pour la quatrième fois consécutive et qui reste désespérément atone, condamnant ainsi toute reprise durable.
- Un chômage qui, entre mars 1995 et mars 1996, s'est accru de 163.000 chômeurs en touchant toutes les tranches d'âge et particulièrement les jeunes, alors que l'emploi est théoriquement la priorité des priorités du gouvernement. Les pratiques des grandes entreprises qui sacrifient l'emploi au nom de l'adaptation à la compétition internationale ne trouvent aucun contrepoids de la part de la puissance publique.
- Une croissance faible de l'ordre 1,5%, qui conduit au creusement des déficits publics.

Face à de tels résultats catastrophiques, les atermoiements du Premier ministre et de son gouvernement sur la nécessité d'un coup de pouce au SMIC, sont consternants.

Comment, après avoir opéré plus de 120 milliards de prélèvements sur les ménages, qui pèsent en particulier sur les plus modestes avec la TVA, avoir réduit le taux de rémunération du livret A , avoir créé le RDS, ne pas comprendre que les Français sont aujourd'hui tétanisés par l'aggravation de la situation, surtout quand des annonces répétées de licenciement sonnent comme autant de glas pour l'emploi ?

Seules des coupes sombres et aveugles dans le budget de l'Etat pour une hypothétique baisse des impôts semblent servir de viatique au Premier ministre et à sa majorité.

Il faut, au contraire, redonner une dynamique à la France, par une politique de relance salariale concertée et de réduction de la durée du temps de travail, en développant les emplois de proximité, en appuyant les efforts des collectivités locales et en favorisant une meilleure coopération économique en Europe.

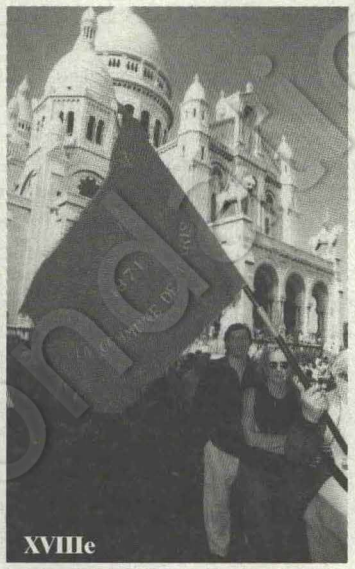
Triste bilan pour le président Chirac. La grande désillusion des Français se traduit de plus en plus pour notre pays par l'échec et la perte de confiance.

Intégration citoyenne

Le jeudi 13 juin Lionel Jospin participait à la réunion de la «Commission Jeunes issus de l'immigration» mise en place par Ahmed Ghayet. Le thème traité lors de cette rencontre était «le PS vecteur d'intégration politique».
Les échanges ont essentiellement porté sur les efforts à faire au sein même du parti (sections, fédérations...) pour favoriser l'adhésion et l'accession chez les jeunes à des rôles d'acteurs de la vie politique de notre pays et, pour ceux qui le souhaitent, permettre leur participation à de prochaines échéances électorales...

Les autres travaux de cette commission portent sur :
- Banlieues et jeunesse
- Insertion par l'économie
- L'Islam en France.

PARIS CÉLÈBRE LA COMMUNE



«On a bien fusillé Varlin, Ferré, Rigault, Tony Moilin, Tout ça n'empêch'pas, Nicolas, Qu'la Commune n'est pas morte !»
Eugène Pottier

Il y a 125 ans, les «communards» tentèrent, pendant 72 jours, de construire une République nouvelle, fraternelle, égalitaire et sociale. En mettant en pratique des principes révolutionnaires à cette époque : école laïque, séparation de l'Église et de l'État, interdiction du travail de nuit, émancipation des femmes, autogestion, etc. Ils furent sauvagement réprimés par les Versaillais : 30.000 morts, du 21 au 28 mai 1971, durant la terrible «semaine sanglante».

Rendre Paris à ses habitants

À Paris, les mairies d'arrondissement de gauche ont tenu à célébrer cet anniversaire. Le 28 mai, dans le XIe arrondissement, Pierre Mauroy a déposé une gerbe rue de la Fontaine-au-Roi, à l'endroit où tomba la dernière barricade. Le 1er juin, dans le XXe, une autre gerbe a été déposée devant le Mur des fédérés. Dans les mairies ont eu lieu expositions et conférences-débat, et au 10, rue de Solférino, une réunion animée par Louis Mexandeau...

C'est dans le XVIIIe, là où furent élus ou reconnus pendant la Commune, Eugène Varlin, Jean-Baptiste Clément et Louise Michel, que s'est terminée cette série de manifestations. Daniel Vaillant, maire de l'arrondissement, a tenu à commémorer ce souvenir avec les habitants du quartier. Outre une conférence-débat et une exposition, une visite commentée des lieux historiques de la Commune de Montmartre a été organisée le 15 juin. On évoqua les barricades de la Place Blanche et de la barrière Clichy, uniquement défendues par des femmes. Mortes en combattant jusqu'à la dernière, plutôt que de reculer. En haut de la rue Lepic, le cortège s'est arrêté devant la maison de Jean Baptiste-Clément et tout à coup «Le temps des cerises» s'est élevé de la foule. Puis, rue Houdon, nouvel arrêt devant la demeure de Louise Michel, qui, le 18 mars 1871, appela Montmartre aux armes. Un «pot communard», accompagné de chansons et de poésies de la Commune a conclu cette journée si pleine d'émotion.

Ce genre de célébration était inimaginable lorsque la droite régnait sur toute la ville (il n'y a, à Paris, ni une rue ni une place qui porte le nom de la Commune). La gauche, qui a regagné six arrondissements, rend Paris à ses habitants !

C. P.

LE JOURNAL MENSUEL DE DOCUMENTATION POLITIQUE
Après-demain
offre un dossier complet sur :
LES SERVICES PUBLICS DE L'ETAT
Envoyer 80 F à "APRÈS-DEMAIN", 27 rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

PRIORITÉ À LA CULTURE

Le Parti socialiste apporte son soutien au mouvement lancé par les syndicats des personnels du ministère de la Culture, qui ont déposé un préavis de grève pour le jeudi 27 juin.

Le blocage des recrutements et les menaces d'amputation de crédits, d'une ampleur inégalée, sur les budgets 1996 et 1997, justifient pleinement l'inquiétude et la mobilisation des agents du ministère.

Le gouvernement doit changer de politique et redonner à la culture la priorité qu'elle a perdue depuis 1993.

Frédérique Bredin
Secrétaire nationale
à la Culture et aux Médias
Jacques Renard
Délégué national à la Culture

XVIèmes rencontres d'Avignon des socialistes

24 au 26 juillet 1996
Centre national du Théâtre
St-Louis d'Avignon,
20 rue du Portail Boquier

24 juillet et 25 au matin
Séminaire de formation
"La cité a-t-elle des exigences envers les artistes ?"

25 juillet après-midi débat public avec LIONEL JOSPIN

26 juillet au matin
forum public
"La crise du soutien public à la création"

Organisation des rencontres :
Association pour le Développement culturel en Régions :
Laurence Métivier,
Hôtel de ville de Poitiers.
Tél. (16) 49 52 35 17
Fax : 49 52 38 80
S.N. à la culture et aux médias du PS
10 rue de Solferino - 75007 Paris
Tél. 45 56 78 07
Fax : 45 56 79 35

NOTRE EUROPE, CELLE QUE NOUS FERONS

C'est le slogan que le groupe socialiste du Parlement européen a lancé pour sa campagne d'information sur la Conférence Intergouvernementale (CIG) au mois de mai dernier.

Les deux axes de cette campagne se sont articulés autour d'un concours d'affiche adressé à des jeunes de 18 à 30 ans et d'une Conférence pour la Jeunesse qui s'est tenue à Bruxelles les 13 et 14 mai.

La rencontre

217 jeunes des 15 Etats membres de l'Union européenne ont été invités à y participer. Ces jeunes représentaient le plus grand éventail du point de vue de leur origine sociale et professionnelle. A Bruxelles, ils ont rencontré les 217 membres du groupe socialiste ainsi que les représentants des jeunes socialistes au niveau européen (ECOSY). Thèmes débattus : «Quelle société voulons-nous ? Une formation mais pour quel emploi ? Quelle solidarité pour garantir la paix ?» Ils nous ont fait part de leurs espoirs, inquiétudes et commentaires vis-à-vis de l'Europe actuelle et de son avenir, lors des sessions plénières et des groupes de travail.

Chacun des 15 députés de la Délégation française y avait envoyé un jeune de sa région pour participer activement aux débats. La jeune «délégation des Français» encadrée par la députée européenne Danielle Darras (de Liévin) a pris une part particulièrement active à l'élaboration du document final. "Vendredi" publiera cette «Lettre de Bruxelles» la semaine prochaine. Nous vous ferons connaître également la gagnante française du concours et son affiche.

Michel Plumley

Il y a 60 ans le Front Populaire

Rencontre organisée par la Fondation Jean-Jaurès

Mardi 2 juillet 1996 à 18h30

à la Mairie du IIIe , 2 rue Eugène Spuller (métro République ou Temple)
(Accueil à partir de 18h00)

Présidée par Pierre Mauroy, ancien Premier ministre, sénateur-maire de Lille, président de la Fondation Jean-Jaurès
Accueil par Pierre Aidenbaum, maire du IIIe arrondissement, conseiller de Paris

avec la participation de
- **Jean Legarrec,** ancien ministre, président de Comité d'Orient Scientifique de la FJJ
- **Alain Bergounioux,** historien, secrétaire national à la Formation du Parti socialiste
- **Robert Verdier,** président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme , ancien directeur du Populaire
- et le témoignage de **Henry Bulawko,** co-fondateur du Cercle Bernard Lazare (Avoir 18 ans en 1936)

Modérateur : Jean-Michel Rosenfeld

Tél pour réserver : 40 72 21 21

En cas d'affluence, nous ne pourrons garantir les places qu'aux personnes ayant réservé.

Bulletin de Participation

A retourner à la Fondation Jean-Jaurès - 73 avenue Paul Doumer 75116 - Paris
Tél : 40 72 21 21 - Fax : 40 72 21 39.
Table ronde du 2.07.96

Nom :..... Prénom : .....

Adresse :.....

❒ **Assistera à la réunion** ❒ **N'assistera pas à la réunion**

❒ **Souhaite être informé(e) des activités de la FJJ.**

De Jaurès à Mitterrand

La Commission Histoire et Mémoire du Parti a tenu, le mardi 25 juin, une table ronde en marge de la Convention nationale sur le thème : Citoyenneté, démocratie et socialisme.

Animés par Jean-Marcel Bichat, délégué national, et René Girault, professeur à l'université Paris I, les débats ont tout d'abord évoqué les relations des Français à la politique, depuis l'apparition du suffrage universel en 1848 jusqu'à la crise de la représentation que connaît la France aujourd'hui. Le deuxième temps de la discussion a été consacré à l'action des socialistes, à leur rapport au pouvoir, en évoquant à travers Jean Jaurès, Léon Blum et François Mitterrand les principales étapes de l'histoire du socialisme français. Dans tous les cas ce sont des spécialistes, historiens ou politologues, qui sont intervenus pour ouvrir un débat. Parfois militants, ils ont montré combien le regard de l'histoire et un jugement critique peuvent être essentiels aux débats actuels du Parti socialiste. La Commission publiera un compte-rendu détaillé de l'ensemble des travaux. Il sera adressé à tous ceux qui lui en feront la demande.

Scepticisme

Retenons ici seulement un extrait de l'intervention de Pascal Perrineau, professeur à l'IEP de Paris et directeur du CEVIPOF. Si, pour lui, la

> « le regard de l'histoire et un jugement critique sont essentiels aux débats actuels du Parti socialiste »

représentation politique, celle-ci n'est pas synonyme de dépolitisation. Ainsi, les élections de 1995 traduisent une politisation de crise, le scepticisme et la volatilité de l'électorat.

Jacques Chirac fut en effet élu par une minorité de votants, et surtout, les candidats périphériques ont obtenu un score inégalé dans l'histoire de la République. Le résultat de Jean-Marie Le Pen est essentiel à analyser. Premier parti ouvrier, le FN a rassemblé à l'élection présidentielle près de 25% du vote des chômeurs. Il n'y a pas de rapport direct et systématique entre les votes FN et la présence des étrangers. L'insécurité, la lutte contre la corruption et la défense des valeurs traditionnelles semblent ici motiver les choix électoraux, autant que le chômage et l'immigration. Sa croissance est maintenant la conséquence directe du désaveu de la gauche et traduit une désespérance populaire. Globalement, ce vote protestataire a trouvé un exutoire sur le terrain social lors des grèves de décembre 1995. Ainsi, une crise de l'offre politique traditionnelle se combine à une action politique protestataire multiforme et difficilement canalisable. Essentiel sujet de réflexion...

Stéphane Nissant

ANNONCES CLASSÉES. CONTACTEZ FRANCK ACCART AU 45 56 79 03 OU 45 56 78 61. FAX : 45 51 47 03

Ville de Tullins-Fures
Isère
6500 habitants
100 agents
recherche

Secrétaire général h/f

Missions :
■ Collaborateur direct du maire
■ Direction et coordination de l'ensemble des services (100 personnes)
■ Préparation, mise en œuvre et suivi des projets municipaux
■ Elaboration et suivi des budgets M14 et M49

Profil :
■ Attaché avec possibilité d'avancement de grade sur place
■ Expérience dans une fonction similaire souhaitée
■ Connaissance du droit public et des finances publiques
■ Expérience approfondie de la M14
■ Aptitude à l'organisation et à la coordination des services munipaux et à l'encadrement
■ Qualités relationnelles et disponibilité.

Rémunération :
Statutaire, Prime de responsabilité, Prime annuelle.

Prise de fonction le 1er octobre 1996

Adresser lettre de candidature, CV et photo à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, BP 58 38210 Tullins.

La ville d'Hérouville Saint-Clair
Recrute :
25.000 habitants
2e ville du Calvados

CHEF DU SERVICE DES GARDIENS DE VILLE

⇨ Investis d'une fonction d'autorité, les gardiens de ville sont chargés de prévenir les atteintes à la tranquillité publique et de lutter contre les incivilités par une présence permanente au cœur des quartiers.
⇨ Sous l'autorité du directeur de l'administration générale et en liaison avec le maire-adjoint chargé de la prévention, vous aurez pour mission :

● l'encadrement, l'organisation et l'animation de l'équipe de gardiens de ville de façon à respecter l'impératif de présence dans les quartiers ;
● l'analyse et le suivi de la réglementation ;
● l'application des arrêtés municipaux ;
● le contrôle et l'appui des interventions sur le terrain ;
● le contrôle des procès-verbaux, constats d'infractions, rapports d'information ;
● l'écoute (accueil, courriers, téléphone...) ;
● la gestion des relations avec les partenaires : Police nationale, Offices HLM, Services techniques de la Ville, Service de prévention...

⇨ **Profil : Attaché territorial ■ Connaissances juridiques approfondies ■ Capacités rédactionnelles ■ Capacités d'encadrement et sens du travail en équipe ■ Qualités relationnelles ■ Rigueur et discipline ■ Maîtrise de soi ■ Disponibilité ■ Possibilité de logement pour nécessité absolue de service.**

Adressez votre candidature avec CV à :
Mairie d'Hérouville Saint-Clair
-BP n°9- 14201 HÉROUVILLE SAINT-CLAIR.

MONTCEAU-LES-MINES
SAÔNE-ET-LOIRE
23.000 HABITANTS
recherche

Secrétaire Général-Adjoint
chargé de la Solidarité et de l'Action sociale

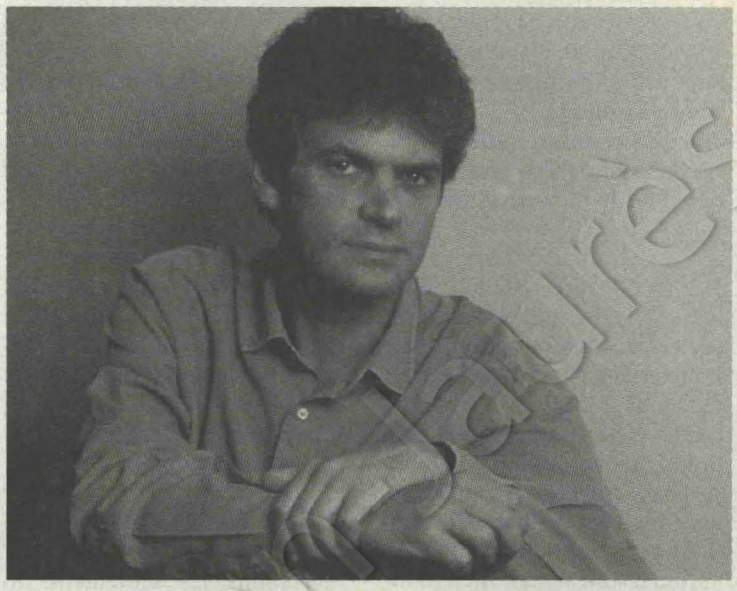
MISSION :
◆ mise en œuvre et promotion de la politique globale de la ville : actions de solidarité, logement, petite enfance, personnes âgées, politique de quartiers, prévention et actions en direction de la jeunesse ;
◆ coordination des services et gestion des établissements publics concourant à l'action sociale de la ville (CCAS, foyer des personnes âgées, centre social, crèches, jardins d'enfants...) ;
◆ coordination des actions de projet de quartier ;
◆ Suivi de la politique de logement et relations avec les partenaires de la ville (OPAC, SAIEM, CUCM, ADAL...) ;
◆ Promouvoir une politique de prévention ;
◆ Politique d'insertion.

PROFIL :
◆ dans le cadre statutaire, le candidat devra bénéficier d'une solide expérience dans les domaines de sa compétence ;
◆ Aptitude à l'encadrement et au travail d'équipe.

Poste à pourvoir Juin-Juillet.
CANDIDATURE À ADRESSER À :
M. LE DÉPUTÉ-MAIRE DE MONTCEAU-LES-MINES
HÔTEL DE VILLE
71300 MONTCEAU-LES-MINES.

Jean-Marc Roberts : «Il faut être gourmand»

Directeur de collection et conseiller littéraire pendant vingt ans au Seuil et aujourd'hui chez Fayard, J.M. Roberts a écrit une douzaine de romans. Vérités d'un éditeur et d'un écrivain.



Vous avez publié «Affaires personnelles» (1). Ce roman, en partie autobiographique, où votre ami Dagobert, qui vient de mourir, et vous-même avez aimé la même femme, l'avez-vous écrit pour celui qui est parti ou pour celle qui est restée ?

Je l'ai écrit pour celui qui est parti, parce que celle qui est restée, je l'ai totalement imaginée. Si elle avait existé, je n'aurais pas eu besoin de faire le livre. Je l'ai imaginée parce que je trouvais que c'était la seule façon de parler de celui qui est mort d'une manière joyeuse, vivante. Marge, dans le livre, est capable de réveiller un mort. J'aime bien, dans les livres, raconter ce qui aurait pu arriver et mêler des éléments de ma vie personnelle à des éléments de fiction. C'est avec le vrai que j'arrive à faire passer le faux. Certains me demandent des nouvelles de Marge, mon héroïne. C'est le plus beau compliment qu'on puisse me faire.

Comment écrivez-vous ?

En fait, je passe au moins un an à un an et demi avec un thème. Sur mon carnet de notes, je commence à imaginer les personnages. Après un an de notes, j'écris une première version en trois semaines. Puis je n'y touche plus pendant six mois. Quand j'ai rouvert le cahier de mon dernier roman, je ne l'ai pas trouvé bon. J'ai donc tout réécrit.

Le montage, au cinéma, m'a toujours passionné. Je crois que je fais des livres de monteur. J'ai appris à changer l'ordre des scènes, je m'attache à la construction, c'est, pour moi, la seule façon d'innover en littérature. La seule façon d'être moderne. Tout en espérant arriver à une construction invisible. «Affaires personnelles» est totalement construit. Il y a deux récits, l'un à l'envers, l'autre à l'endroit, l'un au présent, l'autre à l'imparfait. Il y a peu de romanciers qui pensent au montage cinématographique. Moi je raisonne : première bobine, deuxième bobine...

La modernité, c'est la facilité apparente de lecture. Mais c'est très difficile à faire. Je m'attarde de moins en moins. Surtout pas sur le malheur. Hervé Guibert a changé ma manière. On ne peut plus écrire de la même façon après lui.

Qu'est ce que le métier d'éditeur ?

Un éditeur doit être disponible,



47,3%

Coulisses d'une campagne

Un documentaire de Serge Moati avec
la collaboration de Lucie Caries et Thierry Oden

Entre portraits volés et photos de famille,
retrouvez les petits et les grands moments
de la campagne présidentielle 1995 de Lionel Jospin.
Un document vrai et inédit sur la force
de l'engagement politique.

«Du grand cinéma, superbement taillé dans le réel»
Télérama

OUI, je désire recevoir la cassette de "47,3%, Coulisses d'une Campagne", aux conditions suivantes :
1 cassette = 100 F

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

..... Code Postal : .....

Ville : ..... Tél. : .....

Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de : PARTI SOCIALISTE
Bon à renvoyer à : PS Communication, 10 rue de Solferino 75 333 PARIS CEDEX 07

«Trains

Le nouveau cinéma anglais est capable de tout. Voici le film le plus déjanté et le plus provocateur jamais réalisé sur la drogue (l'héroïne). Tourné à Edimbourg, ce portrait d'un camé qui tente de décrocher et de ses copains junkies, est sorti au début de l'année en Grande-Bretagne, où il fait un malheur et provoque la polémique. Accusée : l'hypocrisie de la société post-thatchérienne. Mise en garde ou complaisance ? Ecoutez le monologue d'ouverture, pour décrire le plaisir de la drogue : «Prenez votre plus bel orgasme, multipliez par mille et vous serez encore loin du compte». Scandaleux ? Peut-être pas. Cette vérité, le Professeur Willy Rozenbaum l'avait rappelée dans nos colonnes (N° 267) : on ne peut être

savoir s'adapter à chaque auteur. Il faut être très gourmand, avoir envie d'ouvrir les paquets soi-même. Ne faire confiance à personne. Accepter de se tromper, c'est-à-dire de publier des livres que personne ne lira, pendant très longtemps. Ma plus belle fierté, c'est d'avoir publié Alexakis en 1974. On a attendu vingt et un ans pour le prix Médicis. L'édition littéraire, c'est du moyen et du long terme. Il faut croire à 200% à ce qu'on publie. Réagir vite. J'essaie d'aimer les écrivains et leurs manuscrits. Comme je dois les défendre, je le fais avec plus de plaisir si ce sont des amis.

Il faut être capable d'ouvrir un manuscrit en se disant : «c'est le premier et le dernier que je lis». Afin de le lire vraiment. Le lire très vite si c'est d'un «écrivain du dimanche». Mais si l'on sent une flamme, il faut le lire en entier et appeler l'auteur dans la journée. Quand je lis pour la première fois un texte, je n'ai jamais de crayon à la main, pour garder mon innocence et avoir le plaisir. Puis il faut téléphoner, rappeler, envoyer des petits mots, ne pas avoir d'amour propre. C'est pour cela que quand je publie un de mes livres, je ne publie plus comme éditeur.

Propos recueillis par Claude Polak et Victor Robert

(1) Grasset. 150 p. 89 F

Le mot des lecteurs

Rubriques

En bon militant de base, je vous ai fait parvenir le questionnaire sur «Vendredi» avec mes indications. Une bonne démarche de votre part, au cas où changement signifie amélioration. En était-il besoin ? Personnellement, j'ai toujours considéré Vendredi comme une excellente publication de parti, reflétant bien la pensée du PS. Toutefois, j'aurais aimé y voir une certaine suite dans les rubriques, surtout quand on commence à suivre la campagne politique d'un camarade, en particulier étranger. Le cas de Felipe Gonzales est exemplaire. De plus, chaque victoire de la gauche dans le monde est à signaler. L'encouragement vient parfois de loin. Qu'en est-il du passage à gauche de Münich ? (...)

Bernard Sabrou
77- Pontault-Combault

Effet nul

Dans «vendredi», hebdomadaire des socialistes, du 24 mai 1996, je lis en page 7 : «de plus en plus de patrons expliquent que les 150 milliards alloués ces trois dernières années aux entreprises n'ont pratiquement eu aucun effet sur l'emploi». En effet, on comprend aisément que, par exemple, la prime aux créations d'entreprises peut avoir un effet nul, ou négatif, sur l'emploi. On sait que la mise en place d'une grande surface employant dix personnes dans la distribution alimentaire peut mettre au chômage plus de quinze personnes dans l'épicerie de détail immédiatement concurrente. D'une façon générale, si le pouvoir d'achat de la clientèle n'augmente pas, il est évident que toute création d'entreprise réduit le chiffre d'affaires, et donc l'emploi, dans les entreprises concurrentes anciennement établies sur le même marché. Par conséquent, la création d'entreprises peut très bien ne pas créer, globalement, d'emplois.

Patrice Leclercq
59- Lambersart

Question tabou

J'avoue que l'édito de Paul Quilès dans Vendredi du 31 mai, sur la réforme de la Défense nationale, me laisse plutôt perplexe. Bien sûr, il dénonce «cette réforme bâclée, la danger des mesures annoncées dont les objectifs ne sont pas clairs» D'accord. Mais de quel danger parle-t-il ? Le Nouvel Obs. du 29 février 1996 posait la question : «Faut-il craindre l'armée de métier ?» Paul Quilès se garde bien de répondre à cette interrogation... Dans l'émission de France-Inter du 31 mai «Le Téléphone sonne» un auditeur a posé très clairement la question du danger de coup d'Etat de l'armée professionnelle. Jean-Michel Boucheron, qui participait à l'émission, est resté manifestement silencieux sur cette question précise... Serait-elle devenue tabou ? A croire qu'il ne reste plus que les vieux militants pour se souvenir du coup d'État du 13 mai 1958, avec les généraux Massu et de Gaulle. Ainsi que du putsch d'Alger, en avril 1961, avec les généraux Salan, Jouhaud et consorts. Ceux qui ont vécu ces moments historiques -où la République a vacillé- ne peuvent oublier. Tous les militants de gauche ont alors craint le pire.

Robert Buisson
69- Lyon

potting» : la provoc !



crédible auprès des jeunes sans parler du plaisir que la drogue procure. Mais c'est un plaisir cher payé et la mort rôde. Mort subite pour le bébé, déchéance physique, alcoolisme et sida pour les parents.

Ce second film de Danny Boyle (après «Petits meurtres entre amis») est déconseillé aux âmes sensibles. Il faut s'accrocher devant certains gags insupportables tel le plongeon du héros dans la cuvette puante des WC. Mais le film mérite le déplacement pour la bande-son (les connaisseurs apprécieront Iggy Pop, Lou Reed ou Primal Scream), le sens de la mise en scène et du comique de l'auteur et la performance d'acteur d'Ewan Mac Gregor.

C. P.

Vendredi

UN AN
280F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville.....Code postal.....

Signature :

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000".

Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

NIÈVRE

Espace de Vitalité

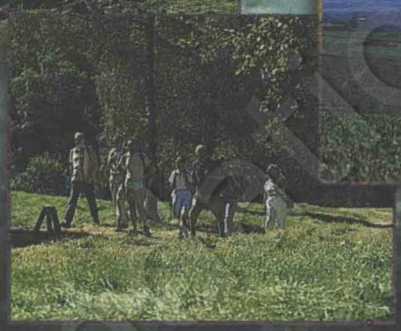
58

un écrin de nature au cœur de la Bourgogne

Partez à la découverte du Nivernais Morvan.

Une semaine de randonnées à pied ou en vélo sans souci !







douces collines à parcourir...



Conception & Réalisation Jedio CHRISTOPHE BOURMAULT publicité Nevers • Tél. 86 57 49 73

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA NIÈVRE

DEMANDE DE DOCUMENTATION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Souhaite recevoir une documentation sur :

- ☐ Randonnée Pédestre dans les vignobles du Val-de-Loire
- ☐ Randonnée Cyclotouristique dans les vignobles du Val-de-Loire
- ☐ Randonnée Pédestre à travers le Parc Naturel Régional du Morvan
- ☐ Randonnée Pédestre du Canal du Nivernais à Vézelay
- ☐ Les Hébergements Touristiques
- ☐ Les Topo-Guides
- ☐ Informations générales sur la Nièvre
- ☐ Autres

.....

.....

.....

Coupon à retourner au
Comité Départemental du Tourisme de la Nièvre
3, rue du Sort
58000 NEVERS

Coll. Fondation Jean-Jaurès